

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrant pendant cinq ans à disposition de l'Administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrant transmet annuellement à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrant conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrant transmet à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. En exécution de l'article 18, § 1^{er}, du décret du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, l'impétrant transmet trimestriellement à l'Office wallon des déchets, Direction des Instruments économiques, une déclaration fiscale sur base des modèles communiqués par l'Office wallon des déchets.

Art. 11. Si l'impétrant souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, il en opère notification à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, qui en prend acte.

Art. 12. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 1013/2006/CE concernant les transferts de déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrant la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrant soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrant n'ait été entendu.

Art. 13. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 4 mai 2015.

Ir A. HOUTAIN

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

AUTORITE DES SERVICES ET MARCHES FINANCIERS

[C – 2015/03221]

Inscription comme entreprise hypothécaire conformément à l'article 43 de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire

Par décision du Comité de Direction de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) du 9 juin 2015, il est procédé à l'inscription comme entreprise hypothécaire "Kredietpartner SPRL", dont le siège social est situé Place de la Liberté 4, à 1000 Bruxelles.

AUTORITEIT VOOR FINANCIËLE DIENSTEN EN MARKTEN

[C – 2015/03221]

Inschrijving als hypotheekonderneming overeenkomstig artikel 43 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet

Bij beslissing van het Directiecomité van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA) van 9 juni 2015 wordt ingeschreven als hypotheekonderneming, "Kredietpartner BVBA", waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1000 Brussel, Vrijheidsplein 4.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C – 2015/22204]

29 AVRIL 2015. — Règlement modifiant le règlement du 16 avril 1997 portant exécution de l'article 80, 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

Le Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 80, 5°;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2015/22204]

29 APRIL 2015. — Verordening tot wijziging van de verordening van 16 april 1997 tot uitvoering van artikel 80, 5°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

Het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, het artikel 80, 5°;

Après en avoir délibéré au cours de sa séance du 29 avril 2015,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le règlement du 16 avril 1997 portant exécution de l'article 80, 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 24, abrogé par le règlement du 18 septembre 2002 et rétabli par le règlement du 16 novembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. Pour l'assuré qui, au début de son incapacité de travail, est lié par un contrat dans le cadre d'une formation en alternance et qui a la qualité de titulaire visée à l'article 86, § 1^{er}, 1°, a), deuxième alinéa, de la loi coordonnée, la rémunération perdue est égale à la rétribution financière telle que visée à l'article 1bis, alinéa 2, 6°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à laquelle il aurait pu prétendre le premier jour de son incapacité de travail.

La rémunération perdue visée à l'alinéa premier est déterminée conformément aux dispositions de l'article 23, alinéas 2 à 5. ».

Art. 2. Dans le même règlement, il est inséré un article 24/1 rédigé comme suit :

« Art. 24/1. Pour le titulaire qui, au début de son incapacité de travail, est lié par un contrat d'apprentissage visé à la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage des professions exercées par des travailleurs salariés, dont la date de prise de cours se situe avant le 1^{er} juillet 2015, la rémunération perdue est égale à l'indemnité d'apprentissage à laquelle il aurait pu prétendre le premier jour de son incapacité de travail. ».

Art. 3. Dans l'article 32, alinéa 1^{er}, du même règlement, modifié en dernier lieu par le règlement du 23 janvier 2013, les mots « à l'article 30, § 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 30, § 2/1, alinéa 2 ».

Art. 4. A l'article 45 du même règlement, modifié en dernier lieu par le règlement du 30 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est abrogé;

2° dans le paragraphe 4, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 52bis du même règlement, inséré par le règlement du 18 septembre 2002 et modifié par le règlement du 16 novembre 2011, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 6. A l'annexe III du même règlement, remplacée par le règlement du 18 janvier 2006 et modifiée en dernier lieu par le règlement du 25 février 2015, dans le volet à compléter par l'organisme assureur et par l'employeur, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la rubrique 10, les mots « un apprenti industriel » sont remplacés par les mots « un apprenti » ;

2° à la rubrique 14, les mots « les apprentis industriels » sont, dans les instructions afférentes à cette rubrique, remplacés par les mots « les apprentis ».

Art. 7. Les articles 1^{er}, 2, 4, 5 et 6 du présent règlement entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2015 et s'appliquent aux risques qui surviennent à partir de cette date.

L'article 3 du présent règlement produit ses effets le 1^{er} mars 2013 et s'applique aux risques qui sont survenus à partir de cette date.

Le Président,
I. VAN DAMME

Le Fonctionnaire dirigeant,
F. PERL

Na erover beraadslaagd te hebben tijdens zijn zitting van 29 april 2015,

Besluit :

Artikel 1. In de verordening van 16 april 1997 tot uitvoering van artikel 80, 5°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt artikel 24, opgeheven bij de verordening van 18 september 2002 en hersteld bij de verordening van 16 november 2011, vervangen als volgt :

“Art. 24. Voor de verzekerde die bij de aanvang van zijn arbeidsongeschiktheid door een overeenkomst in het kader van een alternerende opleiding verbonden is en de hoedanigheid van gerechtigde bedoeld in artikel 86, § 1, 1°, a), tweede lid, van de gecoördineerde wet heeft, is het gederfde loon gelijk aan de financiële bezoldiging zoals bedoeld in artikel 1bis, tweede lid, 6°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders waarop hij aanspraak had kunnen maken op de eerste dag van zijn arbeidsongeschiktheid.

De vaststelling van het gederfde loon zoals bedoeld in het eerste lid gebeurt overeenkomstig artikel 23, tweede tot vijfde lid.”.

Art. 2. In dezelfde verordening wordt een artikel 24/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 24/1. Voor de gerechtigde die bij de aanvang van zijn arbeidsongeschiktheid verbonden is door een leerovereenkomst als bedoeld in de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst waarvan de begindatum zich vóór 1 juli 2015 bevindt, is het gederfde loon gelijk aan de leervergoeding waarop hij aanspraak had kunnen maken op de eerste dag van zijn arbeidsongeschiktheid.”.

Art. 3. In artikel 32, eerste lid, van dezelfde verordening, laatstelijk gewijzigd bij de verordening van 23 januari 2013, worden de woorden “in artikel 30, § 2” vervangen door de woorden “in artikel 30, § 2/1, tweede lid”.

Art. 4. In artikel 45 van dezelfde verordening, laatstelijk gewijzigd bij de verordening van 30 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt opgeheven;

2° in paragraaf 4 wordt het derde lid opgeheven.

Art. 5. In artikel 52bis van dezelfde verordening, ingevoegd bij de verordening van 18 september 2002 en gewijzigd bij de verordening van 16 november 2011, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 6. In de bijlage III van dezelfde verordening, vervangen bij de verordening van 18 januari 2006 en laatstelijk gewijzigd bij de verordening van 25 februari 2015, worden in het luik in te vullen door de verzekeringsinstelling en door de werkgever, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de rubriek 10 worden de woorden “een industrieel leerling” vervangen door de woorden “een leerling”;

2° in de rubriek 14 worden in de bij deze rubriek begeleidende instructies de woorden “de industriële leerlingen” vervangen door de woorden “de leerlingen”.

Art. 7. De artikelen 1, 2, 4, 5 en 6 van deze verordening treden in werking op 1 juli 2015 en zijn van toepassing op de risico's die plaatsvinden vanaf deze datum.

Artikel 3 van deze verordening heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2013 en is van toepassing op de risico's die vanaf deze datum hebben plaatsgevonden.

De Voorzitter,
I. VAN DAMME

De Leidend ambtenaar,
F. PERL